

Convention collective

IDCC : 8216. – **EXPLOITATIONS VITICOLES**
(CHAMPAGNE DÉLIMITÉE)
(2 juillet 1969)

(Etendue par arrêté du 25 février 1972,
Journal officiel du 19 mars 1972)

AVENANT N° 153 DU 3 JUILLET 2007

NOR : *AGRS0797194M*

IDCC : *8216*

Entre :

Le syndicat général des vignerons de la Champagne,

D'une part, et

La fédération générale agroalimentaire CFDT de la Marne, de l'Aisne et de l'Aube ;

La fédération régionale agroalimentaire Champagne-Ardenne CFE-CGC ;

Le syndicat CFTC agriculture de Champagne-Ardenne,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Au chapitre XIII « Dispositions particulières relatives aux vendanges », l'article 74 « Détermination du salaire » est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le salaire horaire appliqué est celui en vigueur au 1^{er} juillet précédant les vendanges. Il subit la majoration de 10 % prévue à l'article 17 ci-dessus au titre de la non-permanence de l'emploi.

Le personnel affecté à la cueillette du raisin peut être rémunéré à la tâche selon la base de calcul suivante :

- salaire horaire du niveau A, échelon 1 ;
- norme horaire : 66 kg, soit un poids moyen de 140 g par grappe.

Le salaire ainsi déterminé comprend :

- le temps de cueillette ;

- la distribution des cagettes par les cueilleurs, placées en tas et au pied de la vigne ;
- le débardage des cagettes par les cueilleurs aux extrémités des rangs avec aide au chargement pour le transport des raisins.

En cas de non-débardage ou de vignes effeuillées, un accord sera conclu entre les parties et consigné dans les clauses particulières du contrat de travail.

Le prix de la cueillette ainsi déterminé correspond à un rendement moyen de l'exploitation de 10 000 kg et plus.

Pour un rendement :

- compris entre 7 000 kg et 10 000 kg, le salaire à la tâche est majoré de 15 % ;
- compris entre 3 000 kg et 7 000 kg, le salaire à la tâche est majoré de 35 %.

En cas d'années exceptionnelles, des tranches supplémentaires pourront être négociées en commission.

A la rémunération brute totale s'ajoute l'indemnité de fin de contrat prévue à l'article 17 de la convention collective, égale à 10 %. »

Article 2

Le présent avenant prend effet au 1^{er} juillet 2007 et sera déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de la Marne.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 3 juillet 2007.

(Suivent les signatures.)